

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Le programme « Affaires Consulaires » n'a pas effectué de mouvement de fongibilité en 2020.

Virements

Le programme n'a ni effectué, ni reçu de virement.

Transferts

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.115:Affaires consulaires	Titre 2	35 855 866	35 855 866
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.115:Affaires consulaires	Titre 3	80 811 555	80 811 555
Total des virements			116 667 421	116 667 421
dont Titre 2			35 855 866	35 855 866
dont Titre 3			80 811 555	80 811 555

Explication des impacts de chaque transfert :

Le programme « Affaires Consulaires » a reçu **116 667 421 FCFA** du programmes « Dotation pour Dépenses Accidentelles et Imprévisibles ». En titre 2, 35 855 866 F CFA pour la couverture de la solde permanente et le réajustement des crédits de la main d'œuvre non permanente. Titre 3, 80 811 555 F CFA pour les missions du programme.

Annulations

Le montant des crédits disponibles, en fin d'année, dans le programme a été proposé en annulation.

Reports

Le programme n'a pas effectué de reports des crédits.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2018	Effectifs au 31 décembre 2019	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2020	Mouvements d'effectifs en 2020			Effectifs au 31.12. 2020
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Agents hors catégorie							
Agents de catégorie A							
Permanents							
Non permanents							
Agents de catégorie B							
Permanents							
Non permanents							
Agents de catégorie C							
Permanents							
Non permanents							
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)							
Main d'œuvre non permanente							
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme							

Explication des évolutions :

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LFR		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	270 041 452	270 041 452	270 719 385	270 719 385	- 677 933	- 677 933
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2	270 041 452	270 041 452	270 719 385	270 719 385	- 677 933	- 677 933

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

L'exécution du titre 2 se fait en gestion centralisée à la Direction de la Solde (Direction Générale du Budget et des Finances Publiques, Ministère du Budget et des Comptes Publics).

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LFR		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 : 1.115.1:Offre de services publics aux gabonais à l'étranger	915 921 283	915 921 283	813 548 582	813 548 582	102 372 701	102 372 701
Consulat de Bata	38 830 846	38 830 846				
Consulat du Gabon à Djeddah	72 056 217	72 056 217				
Consulat du Gabon à New-York	173 636 970	173 636 970				
Consulat du Gabon au Bénin	107 200 000	107 200 000				
Consulat du Gabon au Liban	132 066 138	132 066 138				
Consulat du Gabon au Mali	94 160 000	94 160 000				
Consulat du Gabon en France	297 971 112	297 971 112				
ACTION 2 : 1.115.2:Circulation des personnes	81 533 717	81 533 717	16 155 998	16 155 998	65 377 719	65 377 719
Pilotage du programme	21 533 717,00	21 533 717,00	4 429 000	4 429 000	17 104 717	17 104 717
Gestion de l'état civil consulaire	14 000 000,00	14 000 000,00	2 700 000	2 700 000	11 300 000	11 300 000
Délivrance des cartes et laissez passer consulaires et recensement et immatriculation des GRE, Assistance et protection des GRE	14 000 000,00	14 000 000,00	2 700 000	2 700 000	11 300 000	11 300 000
Adoption Internationale et Suivi des politiques migratoires	14 000 000,00	14 000 000,00	2 700 000	2 700 000	11 300 000	11 300 000
Suivi et évaluation des objectifs	4 000 000,00	4 000 000,00	926 999	926 999	3 073 001	3 073 001
Gestion et suivi du contentieux consulaire/personnel local et Négociation, conclusion, mise en œuvre et suivi des accords bilatéraux consulaires	14 000 000,00	14 000 000,00	2 699 999	2 699 999	11 300 001,00	11 300 001,00
Total des crédits de titre 3	997 455 000	997 455 000	829 704 580	829 704 580	167 750 420	167 750 420

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

Action 1 : Offre de services publics aux gabonais à l'étranger

Cette action est portée par les UO déconcentrées que sont les Consulats Généraux.

Sur un niveau de crédits de 915 921 283 FCFA ouvert à la consommation, 813 548 582 FCFA ont été consommés.

Ce taux d'exécution s'articule autour des activités dont le programme ne peut en donner les articulations car n'ayant pas de retour des UO déconcentrées pour mieux présenter de façon détaillée leurs dossiers de dépenses.

Par ailleurs, la répartition des montants globaux entre UO déconcentrées se présente de la façon suivante :

Pour chacune des 7 UO déconcentrées :

- 1- Paris: FCFA
- 2- New York: FCFA
- 3- Beyrouth : FCFA
- 4- Bata: FCFA
- 5- Bamako : FCFA
- 6- Cotonou : FCFA
- 7- Djedda : FCFA

Action 2 : Circulation des personnes

Cette action est portée par les UO déconcentrées que sont les Consulats Généraux.

Sur un niveau de crédits de 81 533 717 FCFA ouvert à la consommation, 16 155 998 FCFA ont été consommés.

Ce taux d'exécution s'articule autour des activités suivantes :

UO Administration consulaire

Sur un niveau de crédits de 81 533 717 FCFA, seuls 14 dossiers ont été engagés d'un montant global de 13 455 999 FCFA. Il s'agit de :

Cabinet du DG : 4 429 000 FCFA

- Fournitures de bureau : 800 000 FCFA
- Fournitures informatiques : 2 000 000 FCFA
- Papeterie : 1 200 000 FCFA
- Carburant : 429 000 FCFA

Direction de l'Administration Consulaire (DAC) : 2 700 000 FCFA

- Fournitures de bureau : 1 000 000 FCFA
- Fournitures informatiques : 1 000 000 FCFA
- Papeterie : 700 000 FCFA

Direction de l'état-civil consulaire et des étrangers au Gabon (DECCEG) : 2 700 000 FCFA

- Fournitures de bureau : 1 000 000 FCFA
- Fournitures informatiques : 1 100 000 FCFA
- Carburant : 600 000 FCFA

Direction des gabonais de l'étranger (DGE) : 2 700 000 FCFA

- Fournitures de bureau : 1 000 000 FCFA
- Fournitures informatiques : 1 000 000 FCFA

- Carburant : 700 000 FCFA

Point Focal : 926 999 FCFA

- Fournitures informatiques : 926 999 FCFA

UO Accords et normes consulaires

Sur un niveau de crédits de 81 533 717 FCFA, 2 700 000 FCFA ont été consommés.

Direction de la Réciprocité, du Contentieux et des Normes (DRCN) : 2 700 000 FCFA

- Fournitures informatiques : 1 700 000 FCFA
- Papeterie : 300 000 FCFA
- Fournitures de bureau diverses : 700 000 FCFA

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN DE L'ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

Le programme Pilotage et Soutien recouvre l'ensemble des moyens nécessaires au fonctionnement optimal des quatre programmes de l'action extérieure du Gabon rattachés au Ministère des Affaires Etrangères. Ainsi, le programme pilotage et soutien est en cohérence avec les programmes :

- « Affaires Étrangères » ;
- « Affaires Consulaires » ;
- « Intégration Africaine et Coopération Internationale ».

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme Pilotage et Soutien se compose du Cabinet du Ministre et du Ministre délégué, de l'Inspection Générale des Services, de la Direction de la Coopération Militaire et du Secrétariat Général avec tous les services qui lui sont rattachés. Il prend en charge le pilotage des politiques publiques ainsi que la gestion de tous les services concourant à la bonne marche de l'Administration.

Ce programme comprend la fonction financière, la gestion des ressources humaines, la gestion de l'administration protocolaire et de la logistique diplomatique, les systèmes d'information, la documentation et l'archivage, la production de données statistiques, de la communication, la fonction juridico-contentieux, l'inspection des services et le pilotage global des politiques menées par le Cabinet du Ministre.

Le programme « **Pilotage et Soutien à l'action extérieure de l'Etat** » a pour responsable Son Excellence l'Ambassadeur du Gabon, Secrétaire Général du Ministère.

PRESENTATION DES ACTIONS

Ce programme est structuré en deux actions.

ACTION N° 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

L'action "Pilotage de la stratégie ministérielle" vise à :

- orienter la mise en œuvre des politiques publiques par les programmes de la mission ;
- s'assurer de l'atteinte de tous les objectifs contenus dans les PAP du fait de la responsabilité politique du Ministre ;
- contrôler les activités des Services.

Cette action est pilotée par le Ministre avec l'appui de son Cabinet, composé de conseillers techniques et des services suivants : Conseiller Afrique, Conseiller Juridique, Conseiller chargé des Organisations Internationales, Conseiller économique chargé de l'Intégration Régionale et du NEPAD, Conseiller chargé de la Prospective, Conseiller Technique, Conseiller Presse et Communication, les Ambassadeurs itinérants, Inspection Générale des Services.

ACTION N° 2 : Coordination Administrative

L'action "Coordination administrative" est pilotée par le Secrétaire Général. Cette action recouvre toutes les activités qui concourent à l'effectivité et l'efficacité des autres actions ou programmes de politique publique, en leur fournissant un soutien ou un encadrement.

Elles répondent à des politiques communes, transversales. Il s'agit des Finances, des Ressources Humaines, du Patrimoine, du Protocole, du Courrier, des Statistiques, de la Communication, du Juridique, des Systèmes d'information, de la Documentation et de l'archivage, de la Logistique Diplomatique.

Pour mener à bien ses missions, le Secrétaire Général s'appuie actuellement sur les services suivants :

- la Direction Générale des Affaires Juridiques Internationales,
- la Direction Centrale des Affaires financières ;
- la Direction du Protocole
- la Direction de la Logistique diplomatique ;
- la Direction de la Coopération Militaire ;
- le Centre d'Analyse et de Prévision.

Par ailleurs, décidées en Conseil des Ministres en date du 16 janvier 2013, de nouvelles fonctions support ont été créées ou érigées en directions centrales et qui viendront dorénavant appuyer l'action du Secrétariat Général. Il s'agit de :

- la Direction Centrale des Archives et de la documentation ;

- la Direction Centrale de la Statistique et des études ;
- la Direction Centrale des Ressources Humaines ;
- la Direction Centrale des Systèmes d'information ;
- la Direction Centrale de la Communication.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent, le Gouvernement assigne au Ministère des Affaires étrangères quatre actions bien précises :

- la mise en place d'un dispositif institutionnel de réforme de l'Etat ;
- la maîtrise des processus opérationnels ;
- la mise à niveau et la rationalisation des équipements et bâtiments administratifs ;
- l'optimisation des dépenses de fonctionnement

Au sein du Département, ces actions doivent être conduites en étroite corrélation avec celles retenues dans le programme de réforme et de modernisation de l'administration.

L'année 2016 sera l'année de l'effectivité du budget en mode BOP. Le programme triennal initial (2015-2017) est reporté de 2016-2018, pour des raisons de difficultés d'exécution budgétaire pour l'année 2015.

Par ailleurs, le programme « pilotage et soutien » à l'action extérieure de l'Etat est confronté à plusieurs difficultés :

- l'insuffisance de personnel formé dans les champs de compétences du programme, qui nécessitera un renforcement de capacités;
- le cloisonnement des services qui rend difficile la circulation de l'information au sein du ministère et partant, amenuise la qualité du service public ;
- l'absence de culture de tenue de statistiques dans le ministère ;
- l'absence de politiques en matière de fonctions support (GRH, finances, archives, communication);
- l'absence de procédures formalisées;
- l'insuffisance des effectifs ;
- les insuffisances dans la capacité d'accueil des structures administratives;
- la non-utilisation des outils de suivi et de pilotage de l'activité.

Ces difficultés sont à résoudre à court ou moyen terme et le Ministère se propose de trouver des solutions au cours des prochaines années.

D'ores et déjà, le Ministère a commencé à actualiser son organisation par la publication du décret n°456/PR/MAECINIR du 19 avril 2013 portant attributions et organisation du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de la Francophonie, chargé du NEPAD et de l'Intégration Régionale.

On peut également relever l'élaboration d'un plan de recrutement triennal et sa mise en œuvre depuis deux années.

ENJEUX

Enjeu 1 : moderniser l'Outil diplomatique.

Enjeu 2 : développer la performance de chaque fonction support.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Optimiser le fonctionnement des fonctions supports

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu 1 : avoir actualisé 30% du cadre légal et réglementaire du Ministère à 30%;
- Résultat annuel attendu 2 : avoir formé 10% des agents du ministère ;
- Résultat annuel attendu 3 : avoir formé 18 Agents/ managers à la BOP ;
- Résultat annuel attendu 4 : 25% des dossiers numérisés en 2021.

Résultats annuels atteints

- Résultats annuels attendus 1, 2, 3 et 4 : les résultats n'ont pas été atteint

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'actualisation du cadre légal et réglementaire du Ministère	%	-	N.A	30	0	-30	30	100
Pourcentage d'agents du ministère formés	%	-	N.A	20	0	-20	20	40
Nombre d'Agents/Managers formés à la BOP	Nombre	-	N.A.	18	0	-18	18	54
Pourcentage de dossiers numérisés	%	-	N.A	25	0	-25	25	75

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultats annuels 1, 2, 3 et 4 : les résultats n'ont pas été atteint

OBJECTIF N°2 : Définir et mettre en œuvre un système efficace de pilotage

Niveau de réalisation des résultats annuels

Résultats annuels

- Résultat annuel attendu 1 : avoir formalisé et partagé 03 manuels de procédures ;
- Résultat annuel attendu 2 : avoir organisé 03 dialogues de gestion ;
- Résultat annuel attendu 3 : être parvenu à atteindre un taux d'exécution budgétaire moyen de 85 % ;

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel attendu 1 : aucun manuel de procédures n'a été formalisé et partagé ;
- Résultat annuel attendu 2 : Plus de 03 dialogues de gestion ont été organisés;
- Résultat annuel attendu 3 : le taux d'exécution budgétaire moyen de 85 % n'a pas été atteint;

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de manuels de procédures formalisés et partagés	Nombre	-	02	03	01	-2	03	05

Nombre de dialogues de gestion organisés	Nombre	-	NA	03	8	+5	03	09
Taux moyen d'exécution budgétaire	%	-	87.4	85	40	-45	85	85

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- L'insuffisance de ressources affectées à la réalisation des manuels de procédure continue de constituer un frein à la finalisation de ce projet ;
- La tenue des rencontres sur l'exposition des difficultés renforcer l'ors de l'exécution a permis d'encourager la culture du dialogue de gestion

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Action et titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2020 (a)	AE engagées en LFR pour 2020 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020 (d)	Ecart (c) – (d)
N°1 Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	1 137 880 059	1 176 832 559	- 38 952 500	1 137 880 059	1 176 832 559	- 38 952 500
Titre 2. Dépenses de personnel	39 187 499	1 355 000	37 832 499	39 187 499	1 355 000	37 832 499
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 098 692 560	1 175 477 559	- 76 784 999	1 098 692 560	1 175 477 559	- 76 784 999
N°2: Coordination Administrative	2 980 844 252	303 842 792	2 677 001 460	2 980 844 252	303 842 792	2 677 001 460
Titre 2. Dépenses de personnel	2 739 432 611	5 648 500	2 733 784 111	2 739 432 611	5 648 500	2 733 784 111
Titre 3. Dépenses de biens et services	181 202 959	247 618 999	- 66 416 040	181 202 959	247 618 999	- 66 416 040
Titre 5. Dépenses d'investissement	60 208 682	50 575 293	9 633 389	60 208 682	50 575 293	9 633 389
Total pour le programme	4 118 724 311	1 480 675 351	2 638 048 960	4 118 724 311	1 480 675 351	2 638 048 960
Titre 2. Dépenses de personnel	2 778 620 110	7 003 500	2 771 616 610	2 778 620 110	7 003 500	2 771 616 610
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 279 895 519	1 423 096 558	- 143 201 039	1 279 895 519	1 423 096 558	- 143 201 039
Titre 5. Dépenses d'investissement	60 208 682	50 575 293	9 633 389	60 208 682	50 575 293	9 633 389

Explication des principaux écarts :

L'exécution des crédits de l'ensemble du programme est assez faible :

- taux d'exécution 35,94%
- la lourdeur administrative et les retards enregistrés dans l'engagement des crédits, et le maintien de la limitation des plafonds jusqu'à la clôture budgétaires en sont les raisons principales. Il faut ajouter à cela les disfonctionnements de Vectis qui rendent non opérationnel les terminaux d'engagement sur de longue période.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Dans le programme « Pilotage et soutien », aucune opération de fongibilité n'a été effectuée.

Virements

Aucun virement n'a été ni effectué, ni reçu par le programme.

Transferts

Aucun transfert n'a été effectué dans le programme.

Annulations

Les crédits disponibles dans le programme ont été proposés en annulation.

Reports

Le programme « Pilotage et Soutien » n'a pas effectué de reports des crédits.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2018	Effectifs au 31 décembre 2019	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2020	Mouvements d'effectifs en 2020			Effectifs au 31.12. 2020
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Agents hors catégorie	3	3	3				3
Agents de catégorie A	167	167	157				157
Permanents	167	167	157				157
Non permanents	0	0	0				0
Agents de catégorie B	54	54	52				52
Permanents	54	54	52				52
Non permanents	0	0	0				0
Agents de catégorie C	14	14	13				13
Permanents	14	14	13				13
Non permanents	0	0	0				0
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)	235	235	222				222
Main d'œuvre non permanente	44	44	43				43
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	282	282	268				268

Explication des évolutions :

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LFR		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	2 778 620 110	7 003 500	2 778 620 110	7 003 500	2 771 616 610	2 771 616 610
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère						
Total des crédits de titre 2	2 778 620 110	7 003 500	2 778 620 110	7 003 500	2 771 616 610	2 771 616 610

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Les dépenses de personnel sont exécutées de manière centralisée par le Direction de la Solde (Direction Générale du Budget et des Finances Publiques)

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LFR		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
N°1.122.1 : Pilotage de la Stratégie ministérielle	1 098 692 560	1 175 477 559	1 098 692 560	1 175 477 559	- 76 784 999	- 76 784 999
Titre 3 : Biens et services	1 098 692 560	1 175 477 559	1 098 692 560	1 175 477 559	- 76 784 999	- 76 784 999
Fonctionnement des services	1 098 692 560	1 175 477 559	1 098 692 560	1 175 477 559	- 76 784 999	- 76 784 999
N°1.122.2 : Coordination administrative	181 202 959	247 618 999	181 202 959	247 618 999	- 66 416 040	- 66 416 040
Titre 3 : Biens et services	181 202 959	247 618 999	181 202 959	247 618 999	- 66 416 040	- 66 416 040
Fonctionnement	181 202 959	247 618 999	181 202 959	247 618 999	- 66 416 040	- 66 416 040
Total des crédits de titre 3	1 279 895 519	1 423 096 558	1 279 895 519	1 423 096 558	- 143 201 039	- 143 201 039

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

L'exécution des crédits du programme Pilotage et soutien de l'Action Extérieure de l'Etat est en dépassement des crédits alloués. Cela se justifie par :

- la couverture des dépenses de fonctionnement des services ;
- une dense activité au niveau des services qui compose le périmètre de la mission et qui génère un besoin de financement supplémentaire. Les missions à l'extérieur très régulières et qui répondent très souvent à un calendrier dépendant des exigences politiques des très hautes autorités et de celui des instances internationales sont principalement retenus à cet effet ;
- Le financement d'évènement politiquement important mais pas inscrit au budget : Conseils des Ministres des institutions Internationales, Sommet des Chefs d'Etat des Institutions Internationales, etc.

D'où la nécessité d'accroître le montant alloué à ce programme pour les dépenses de titre 3.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LFR		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	AE	CP
N°1.122.2 : Coordination administrative	60 208 682	50 575 293	60 208 682	50 575 293	9 633 389	9 633 389
Projet d'équipement du Ministère des Affaires Etrangères	60 208 682	50 575 293	60 208 682	50 575 293	9 633 389	9 633 389
Total des crédits de titre 5	60 208 682	50 575 293	60 208 682	50 575 293	9 633 389	9 633 389

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

La quasi-totalité des crédits accordés ont fait l'objet d'engagement à hauteur de **50 575 293 F CFA** pour le financement de :

- l'achat de matériel informatique (Ordinateurs portables) à hauteur de 19 375 343 F CFA ;
- l'achat de matériel de réseau internet à hauteur de 11 606 600 F CFA ;
- l'achat de matériel de câblage réseau pour 19 593 350 F CFA.